Projet scientifique du CEMS

L'activité de recherche menée au sein du CEMS s'inscrira, au cours des cinq années à venir, dans la double tradition du laboratoire :

- Analyse de la constitution de l'espace public démocratique à partir de l'étude empirique des « mouvements sociaux », en portant une attention particulière à la place qu'y tiennent les nouvelles formes de médiatisation.
- Développement d'une démarche pluraliste en sociologie.

Cinq axes de recherches structureront cette activité :

1. **Mouvements sociaux et espace démocratique**
1.1/ *Espace public démocratique et information*
1.1.a/Les conditions de formation du jugement critique
1.1.b/Travail, politiques sociales

2. **Les formes ordinaires d'expression du politique**
2.1 – Formuler des revendications pour la démocratie
2.2 – Espace public et modes de vie
2.3 – Formes d'expression publique, internet et réseaux sociaux

3. **Médias et changement social**

4. **L'espace public démocratique et ses fractures**
4.1 – Violence et silence
4.2 – Mémoire, histoire et identités

5. **Travaux de théorie et de méthode**

1. Mouvements sociaux et espace démocratique

Les recherches qui s'inscrivent dans la première branche des activités du laboratoire s'intéresseront aux mouvements sociaux qui expriment, sous de multiples modalités, des revendications en faveur de la démocratie – que ce soit dans le cadre de régimes autoritaires ou dans celui de régimes démocratiques. Elles viseront d'une part à analyser les « enquêtes » qui constituent le travail politique que les membres d'une société accomplissent pour former une collectivité (constitution des problèmes publics, formulation des revendications pour la démocratie, organisation des mobilisations et de la participation, etc.), en considérant la place qu'y tiennent les phénomènes de « catégorisation » et de « factualisation » ; et d'autre part, à décrire la manière dont les formes modernes de publicisation de l'information et des représentations sociales (médias, séries télévisées, internet, réseaux sociaux, conceptions du politique) contribuent aux transformations qui affectent l'organisation de ce travail. La spécificité de ces recherches est de privilégier le travail de terrain de nature ethnographique, en s'intéressant aux activités concrètes des acteurs, aux modes de raisonnement ordinaire et à la structure de l'expérience engagés dans ce qu'on peut nommer la production continue du « public » et celle d'un monde commun. Ce qui définit un cadre de comparaison à l'intérieur duquel une réflexion collective s'engagera dans le cadre du séminaire de laboratoire. Un des thèmes de cette réflexion est la manière dont les pratiques politiques assurent leur « autoréflexivité », c'est-à-dire dépendent à la fois des conditions de réalisation de leur intelligibilité et des capacités mises en œuvre par l'ensemble des individus pris dans ces pratiques, à reconnaître et à questionner, à partir de l'examen de situations et d'événements concrets, le fondement des valeurs et la pertinence des principes qui participent à l'organisation normative de la société. Une des pistes de travail suivie dans cette réflexion consistera à mettre en évidence les « structures cognitives » engagées dans l'organisation de cette autoréflexivité, dans un souci (déjà bien pris en charge au sein du CEMS) d'apporter une contribution empirique au débat contemporain autour du rapport entre sciences sociales et sciences cognitives.

1.1–Espace public démocratique et information

L'espace public démocratique suppose une organisation de la visibilité et de la publicité des termes et enjeux des débats sur des thèmes d'intérêt général. Cette organisation est une élaboration collective à laquelle participent à la fois les professionnels et les experts de l'action publique et les citoyens ordinaires. Un de ses points sensibles est donc le statut, la nature et le partage de l'information rendue disponible pour prendre des décisions engageant la collectivité. Une série de travaux porteront sur ce point, qui ne se réduit pas à la question de la liberté de l'information, mais aussi bien à celle de sa production (telle qu'elle est réalisée par les systèmes d'information administratifs) et de sa diffusion (dans des questions sensibles, comme celles du nucléaire, des polluants, de la production pharmaceutique, etc.).

1.1.a – Les conditions de formation du jugement critique

Un des traits marquants des formes modernes d'exercice du pouvoir est l'importance accordée à la description chiffrée produite par les systèmes d'information administratifs dans l'organisation de l'activité de gouvernement et dans la mise en œuvre des politiques publiques. Le souci d'objectivation de la décision politique est paradoxal, car si le recours à la quantification de l'action publique offre le moyen de donner un fondement indiscutable aux décisions politiques et de susciter l'assentiment du public, il confère aux experts et aux professionnels du chiffre une position déterminante dans la mesure où, dans le cadre

technique et informatisé contemporain, la production statistique fixe en grande partie la définition des problèmes publics et la manière « rationnelle » de les traiter, en entravant la capacité critique des citoyens et, parfois, celle de leurs représentants, voire celle de leurs gouvernants. Tel est le paradoxe qu'Albert Ogien ambitionne d'analyser, en se demandant comment le recours à la quantification (et le type d'information qu'elle fournit) modifie sur un mode purement technique, les formes de l'exercice du pouvoir et les pratiques de la démocratie. Le travail empirique s'intéressera précisément aux procédures de l'évaluation, telles qu'elles s'appliquent dans les administrations d'État et les services publics.

Claude Rosental poursuivra ses analyses sur la manière dont l'information est présentée dans le cadre de démonstrations publiques de technologie. Au-delà de leur visée propre – apporter la preuve emportant la conviction sur une question examinée – ces démonstrations servent également d'outils de gestion de projets, d'instruments de recueil d'informations au sujet des destinataires de la démonstration, etc. D'où la question de savoir ce qu'engage et produit le travail des démonstrations publiques et leur diffusion dans tous les secteurs d'activité de la société. Les analyses empiriques menées sur différents types de démonstrations publiques visent à mettre en évidence une série de questions relatives aux enjeux sociaux et politiques contenues dans le recours à la technique lorsqu'il participe de la délibération publique ; et en particulier celle de savoir si elles peuvent conduire à parler d'une *démo-cratie*, terme forgé pour faire allusion au pouvoir que se construisent les démonstrateurs habiles – notamment en matière de sélection des épreuves qui donnent des résultats probants et servent à taire les autres ?

Sous la notion de « gouvernement de la critique », Sezin Topçu aborde l'étude de la manière dont la promotion d'innovations techniques ayant un fort impact social (en particulier les OGM, les nanotechnologies, la biologie de synthèse et les technologies de surveillance dont la biométrie) et la contestation de l'opportunité et des dangers sociaux de ces innovations peuvent constituer les deux faces liées entre elles de l'action politique en démocratie. Les recherches qu'elle entend développer viseront à examiner les modalités sous lesquelles des techniques controversées acquièrent une acceptabilité sociale, à l'exemple de ce qui est arrivé avec l'industrie nucléaire ou les OGM. Le problème est de savoir comment une innovation complexe, globalisée, faisant l'objet de controverses intercontinentales et de conflits interétatiques fait émerger des mouvements sociaux, transforme l'espace public, et restructure la critique sociale, tout en se rendant « robuste » et « gouvernable » grâce (et en réponse) à cette même critique. Et comment, parallèlement, la critique est elle-même modelée par l'action publique effectivement mise en application, ce qui la conduit à proposer des cadrages ajustés au fil du temps pour concevoir cette innovation, sur des modes différents, au filtre des actions qu'elle parvient à organiser ? Dans une même veine, Alain Bovet poursuivra sa recherche en cours sur les processus de (dé)politisation des nanotechnologies en France et au Royaume- Uni. Il s'attachera également à étudier les pratiques discursives de délibération politique mises en œuvre dans ces processus de (dé)politisation, notamment dans l'espace public suisse.

1.1.b Travail, politiques sociales

La question du rapport entre citoyenneté et disponibilité de l'information se trouve également au cœur des choix collectifs qui président à la définition des politiques sociales qui contribuent à assurer à chacun une place égale dans la société. Anne-Marie Guillemard poursuivra ses recherches sur les réformes de la protection sociale et leur impact sur la citoyenneté, sur la gestion des âges dans les entreprises et dans les politiques publiques, sur la recomposition des temps de la vie, les rapports et notamment sur les politiques de

prolongation de la durée d'activité dans les différents pays d'Europe. R. Castel poursuivra l'étude des transformations socio-économiques de la société et en particulier des ambiguïtés de la promotion de l'individu dans notre modernité tardive. Il s'attachera en particulier à examiner la transformation des politiques sociales en « politiques de l'individu ». Cette promotion de l'individu est également au cœur des mutations de l'emploi caractérisées par l'effacement des collectifs d'appartenance au profit d'un processus d'individuation de sujets au travail censés être responsables et capables. Isabelle Astier abordera cette question à travers l'injonction qui est faite, à travers les politiques de l'emploi, aux travailleurs de devenir « entrepreneur de soi ».

2. Les formes ordinaires d'expression du politique

2.1 – Formuler des revendications pour la démocratie

Poursuivant les travaux menés au CEMS sur les phénomènes de catégorisation et de factualisation qui organisent l'action politique, les événements publics, et la constitution des problèmes publics, Albert Ogien cherchera, en considérant les conditions de la formulation de la revendication d'une « démocratie réelle » (révoltes, protestations, désobéissance civile) à décrire les manières dont il est fait usage en contexte d'action politique des catégories de « politique », de « démocratie », de « peuple », de « violence » et de « jeunesse ». C'est également dans cette perspective que se situe la recherche conduite par Smaïn Laacher et Cédric Terzi sur la sociologie des réseaux sociaux et des modes de protestations publiques tels qu'il s'organisent en Tunisie, Maroc et Algérie, ainsi que celle d'Alain Mahé au sujet de l'ethnographie du mouvement social du printemps 2001 au Maghreb. De son côté, H. Nez contribuera à ce travail en poursuivant ses analyses sur le mouvement du 15 mai en Espagne et ses développements en termes de reconfiguration des modes d'organisation de l'action politique. Le travail de doctorat de S. El Kahlaoui, sur les formes de catégorisation engagées dans les mouvements de démocratisation et de contestation au Maroc (mouvement du 22 février, élections, référendum, émeutes populaires) s'inscrit dans le même projet. L'analyse que Smaïn Laacher consacrera à la définition, par les institutions internationales, d'un nouveau type de migrants comme sujets de droits à l'assistance et à la protection de la communauté internationale (celle de « réfugiés climatiques ») portera un autre éclairage sur l'importance des questions de catégorisation dans le processus de prise de décision politique. Deux recherches doctorales contribueront à la réflexion sur ce thème : G. F. Vavrik examinera les politiques de discrimination positive en Argentine en matière d'accès à l'Université de populations indiennes ; et A. Mak étudiera de façon comparative deux grèves (grève des dockers de 1945 ; grève des mineurs de 1984-85), en les envisageant en tant que fait social total.

2.2 – Espace public et modes de vie

Outre l'expression publique de la contestation, des pratiques opèrent de façon plus souterraine, qui traduisent le désir des citoyens – et plus particulièrement celui des jeunes générations – à adopter des manières de faire et des modes de vies qui s'organisent délibérément hors des formes instituées dans une société. Une partie de ces choix « différents » ou « alternatifs » sont clairement identifiés dans le débat public (écologie, commerce équitable, échanges de services, décroissance, organisation de l'activité productive, etc.). Mais il est également intéressant de comprendre comment ils induisent des expériences de changement, subtiles ou profondes, dans le rapport à l'environnement, au travail, au savoir, à la distribution genrée des rôles, à la consommation et à la citoyenneté. Une série d'études visera à mettre au jour cette forme d'inventivité politique souvent négligée par les recherches sur l'action collective et les mobilisations. Plusieurs recherches

viseront à étudier la publicisation de normes, de pratiques et de principes véhiculés par ces expériences. M. Carrel examinera les dispositifs participatifs et l'*empowerment* des citoyens dans le cadre des politiques portant sur le changement climatique [recherche internationale] et de citoyenneté urbaine [groupe de recherche international]. Geneviève Pruvost s'intéressera au phénomène de la rupture avec un mode de vie consumériste dont la validité est contestée et aux pratiques alternatives que ce retrait suscite. Elle abordera ce terrain dans une perspective féministe en considérant la manière dont la question de la répartition des tâches domestiques est posée publiquement à l'occasion de l'adoption d'un nouveau mode de vie (écoconstruction et chantiers participatifs, communautés de « décroissants » en Inde et aux États-Unis). Le domaine des pratiques sociales « alternatives » est également étudié par A. Lovera, dont la thèse porte sur les dispositifs de finance solidaire, qui tout en adoptant les structures propres au capitalisme en produit une critique « en acte » en appliquant une série de règles et de techniques de financement qui diffèrent délibérément de celles qui sont en vigueur dans l'univers de la banque traditionnelle. A. Southon poursuivra sa recherche sur le changement de pratiques de voyage et de vacances que proposent les organismes de « tourisme durable », en examinant les conflits et paradoxes qu'il soulève.

Alain Cottereau poursuivra le travail de ces dernières années au sujet de l'inventivité politique dans le cadre de son étude du milieu hispano-marocain, en développant une phénoménologie économique baptisée « ethnocomptabilité ». Ce travail vise à rendre visible une économie dite « invisible » et fait ressortir la convergence de formes neuves de vie économique, sous contrainte de crise, avec des formes neuves affichées comme contestation du consumérisme. Quant à Carole Gayet-Viaud conduira deux recherches sur le thème de la civilité urbaine : l'une traitera des modes de traitement de l'incivilité par les professionnels des « métiers du public » (transports publics, administrations de guichet) ; l'autre, de l'expérience publique urbaine ordinaire dans deux situations (associations de parents d'élèves et pratique des jardins partagés).

2.3 – Formes d'expression publique, internet et réseaux sociaux

La multiplication des usages de l'Internet et des réseaux sociaux questionne directement les pratiques politiques de participation et de mobilisation, comme le fonctionnement des médias, les modèles de publicisation qu'ils véhiculent, et le mode d'appropriation de leurs contenus par leurs destinataires (professionnels ou internautes) pour les usages variés qui sont les leurs. Le rôle d'internet et des réseaux de téléphones portables sera étudié de façon détaillée par Smaïn Laacher et Cédric Terzi, dans le cadre de leur enquête de terrain sur les révoltes du Printemps arabe. Sur le second versant de cette thématique, Jean-Marie Charon s'intéressera aux transformations que subissent les médias d'information du fait de l'apparition d'internet et le choix de ces médias traditionnels d'investir cette nouvelle modalité de diffusion de l'information. Dominique Cardon analysera la question de l'espace public numérique à partir de la manière dont internet hiérarchise les informations *a posteriori* par les discussions auxquelles elles donnent lieu sur le réseau plutôt qu'*a priori* dans le schéma communicationnel classique géré par des filtres institutionnels (journalistes et éditeurs). Dominique Pasquier consacrera une étude au déclin des prescriptions institutionnelles, à la croissance du rôle des prescriptions profanes, notamment sur les sites en ligne. T. Legon examinera, dans son travail doctoral, la manière dont les lycéens se servent d'internet notamment pour y trouver des ressources permettant de se faire un avis *a priori* sur des œuvres musicales ou cinématographiques pour pouvoir orienter leurs choix culturels. Dans cette même direction, Monique Dagnaud approfondira ses analyses sur la « culture du web », qu'elle appréhende comme l'expression d'une mutation introduite par la société en réseaux – l'Internet étant envisagé en tant qu'opérateur de la redéfinition de la

sphère publique comme celui du rapport des sociétés à elles-mêmes (projet lié au dépôt d'une ERC). À un autre niveau, Julia Velkovska aborde les émotions engagées dans l'usage des formes modernes de communication (internet, téléphone portable, etc.) comme formes spécifiques de l'action, appelant une analyse de leur organisation temporelle et séquentielle et de leurs conséquences sur les situations sociales qui naissent dans ses relations à distance. Quant à Valérie Beaudoin, elle poursuivra l'étude des changements dans les manières de faire qui sont imputables au passage au numérique d'une partie de nos activités sociales (sociabilité, pratiques culturelles et créatives, activités professionnelles).

3. Médias et changement social

Les travaux du CEMS ont largement contribué à éclairer l'influence des médias culturels (télévision, cinéma, théâtre, arts, etc.) dans le dispositif d'« institution imaginaire de la société » caractéristique de la modernité, et dans l'organisation de l'expérience démocratique. Ils seront poursuivis à travers des études sur l'appropriation des œuvres de fiction comme facteurs d'expérience individuelle ou collective en relation avec l'étude de la contribution de la fiction au changement social (Sabine Chalvon-Demersay) ; sur l'analyse des étapes de la production d'une fiction télévisée (M. Mille) ; sur la fabrique de l'identité européenne à travers l'analyse de la coopération au sein de la chaîne franco-allemande ARTE (A. Hartemann) ; sur la critique de l'information diffusée par les médias et sur son traitement par les professionnels du journalisme (Michel Barthélémy ; Daniel Dayan) ; sur l'analyse énonciative des médias (Alain Bovet) ; sur le traitement médiatique des débats et controverses occasionnés par la question de l'interruption légale de grossesse au Mexique (Alicia Márquez Murrieta) et de la controverse publique autour de la demande de dépénalisation de la production, vente et consommation de marijuana au Brésil (M. D. Brandao) ; sur les industries culturelles, et notamment sur le cinéma indien dans le contexte de la globalisation (Monique Dagnaud) ; sur le dévoilement de l'intimité dans les émissions de télévision (M. Muhringer-Volpe) ; sur l'analyse des pratiques d'évaluation musicale dans la téléréalité et les concours de musique (A. Bovet).

Gérard Fabre analysera les articulations entre espace intellectuel et espace public, à travers l'exemple des réseaux intellectuels (littéraires et scientifiques) franco-québécois et en étudiant les modes spécifiques d'appréhension du monde social développés en littérature et aux interférences cognitives multiples qui touchent les sciences du social et la littérature. Tangi Cavalin, et Nathalie Viet-Depaule se consacreront à l'étude de la place de l'ordre des dominicains dans la culture contemporaine, en particulier dans le rapport entre art sacré et art contemporain, sciences du religieux et sciences sociales, communication religieuse et médias, et dans l'inscription sur le terrain social. Enfin, Yaël Kreplak s'attachera à spécifier ce qu'évaluer une œuvre d'art contemporain veut dire, à travers l'analyse des ressources pratiques et les modes de description qui sont mobilisés par les protagonistes qui s'y livrent.

4. L'espace public démocratique et ses fractures

Un certain nombre de situations observables semblent mettre en danger la pertinence de la notion d'espace public démocratique, au sens où elles posent un défi à la forme d'ouverture de la société sur elle-même que cette notion suppose. Tel est le cas des expériences limites du lien social, par lesquelles toute mise en récit est difficile si ce n'est empêchée ; où le silence est intimé ; où la mémoire est interdite.

4.1 – Violence et silence

Véronique Garros traite de l'apport des égo-documents pour explorer des expériences-limites du lien social. Il s'agit de s'interroger sur la manière dont l'événement politique décrété peut être l'objet d'une réappropriation subjective, ce qui conduit à une analyse du discours autoritaire et de la notion de « langue de bois ». Léonore Le Caisne développe une anthropologie morale qui la conduira à enquêter sur les situations de violence et le silence qui les entoure (maltraitance à enfant, crimes divers, inceste), de manière à comparer les modes de déni et de justifications morales avec ou sans médiatisation, à différents moments de ces violences.

4.2 – Mémoire, histoire et identités

Dans une perspective qui met l'accent sur les phénomènes de mémoire individuelle et collective et de narration de situations dramatiques, Johann Michel engagera, dans le cadre de son affectation à l'Institut Universitaire de France pour les cinq prochaines années, l'étude comparée des transformations des régimes mémoriels de l'esclavage et des mobilisations des « descendants d'esclavages » en France et en Grande-Bretagne depuis l'Après-guerre. Gérôme Truc achèvera sa recherche doctorale sur les réactions aux attentats de New-York, Madrid et Londres en relation aux processus d'identification à l'Europe, événements qu'il regroupe sous la locution de « 11 septembre européen ». Etude qui se prolongera par une analyse, à la fois théorique et empirique, de la problématique du « concernement », c'est-à-dire la propension des acteurs sociaux à se sentir touchés par un événement qui n'a pas directement lieu dans leur sphère d'activité quotidienne, qui ne les affecte ni ne les engage directement, qui implique donc un dépassement de leurs frontières sociales ordinaires et contribue à développer un sentiment de « responsabilité pour le monde ». César Correa Arias poursuivra ses travaux sur l'Histoire conçue non pas comme le récit universel des historiens mais comme un processus thérapeutique des pathologies de la mémoire. P. Sombra achèvera sa recherche doctorale consacrée au parcours de la mémoire militante et à continuité d'un rêve révolutionnaire en Argentine, de 1960 à nos jours. La recherche doctorale sur la transformation des pratiques maritales dans les communautés villageoises du Sud du Mexique sur trois générations est l'occasion pour I. Ramos Gil de conduire une réflexion plus large au sujet de la « présence du passé » dans le cadre d'une ethnographie contemporaine et de la mondialisation.

5. Travaux de théorie et de méthode

L'orientation analytique adoptée par le CEMS est celle du pluralisme méthodologique. Cette option ne se réduit pas à un simple bricolage. C'est une démarche exigeante qui, en raison de la nature pluraliste des phénomènes sociaux, consiste à refuser d'aligner la recherche sur une tradition unique ou de se refermer dans les limites d'une école théorique. Elle a permis – et continue à permettre – de faire dialoguer et d'enrichir la démarche sociologique en la frottant de façon rigoureuse à d'autres perspectives de recherche (ethnométhodologie, phénoménologie, pragmatisme, herméneutique, théories de la perception, théories de la communication, pragmatique, philosophie du langage ordinaire). Le pluralisme n'est pas non plus la dispersion. Les recherches menées au CEMS sur la constitution de l'espace public démocratique s'articulent autour d'un certain nombre de principes de méthode qui dictent la démarche analytique et permettent l'échange et la fécondation mutuelle. Il s'agit donc de se rendre attentif aux conditions et modalités de production de l'ordre social de l'intérieur même de la société ; d'analyser les procédures d'attribution de signification par les acteurs ; de décrire la mise en œuvre d'une enquête par des acteurs engagés dans la construction de problèmes publics ; de porter intérêt à l'intelligibilité accomplie du monde social telle qu'elle émerge des activités situées des membres de la société ; à analyser la

place de la connaissance ordinaire des structures sociales et du savoir-faire politique des membres d'une collectivité. Il s'agit également de prendre pleinement en ligne de compte la place que l'enquête sociologique tient dans l'entreprise qui consiste à décrire et analyser les éléments constitutifs de la rationalité de l'action sociale et de l'ordre social. C'est dans cette perspective que Daniel Cefaï mènera deux recherches : la première vise à questionner la pratique de l'ethnographie conçue non pas comme une simple méthode de recueil de données, mais bien plutôt comme une manière d'appréhender différemment les objets de science politique (les élections, les liens de représentation, le fonctionnement de l'administration, les dispositifs de participation…) ou d'en faire émerger de nouveaux (repérer les catégorisations situées et les frontières morales de groupes de « classe » ou de « race » ; décrire des collectifs en train de se faire dans des mobilisations ; analyser les rituels et symbolismes politiques ; rendre compte de rassemblements, conversations et rencontres à portée politique) ; la seconde examinera les usages de la notion de public dans les sciences sociales dans la littérature du début du XXe siècle jusqu'aux années 1930, envisagés comme un laboratoire d'idées et de réalisations concrètes pour la production d'enquêtes ultérieures sur l'action publique, les problèmes sociaux et les mobilisations collectives.

Cette analyse des conditions socio-historiques de genèse des concepts et outils d'enquêtes sociales est à rapprocher de celle que Claude Rosental mènera sur l'adaptation des principes de la logique formelle dans l'analyse sociologique, et plus généralement l'articulation entre modes de penser la société et manières de faire de la science. Dans une veine historique comparative et dans un registre ethnologique, Alain Mahé, en collaboration avec Stéphane Bacciochi et Alain Cottereau, s'intéressera aux travaux des successeurs de Frédéric Leplay dans le cadre d'un projet de recherche d'histoire des sciences qui vise à examiner les enquêtes leplaysiennes au Maghreb et au Machrek au XIXe siècle et à mettre en perspective ces premiers travaux d'anthropologie culturelle avec la situation et les pratiques des sciences sociales contemporaines. Dans une perspective proche, un autre chantier sera ouvert en 2012, coordonné par C. Dejours au CNAM, auquel Alain Cottereau participe avec des doctorants, relançant une anthropologie du travail où s'articulent la psycho-dynamique du travail et les sciences sociales sur des bases d'enquête redéfinies après une dizaine d'années d'expérience. Craole Gayet-Viaud et Stéphane Baciocchi conduiront une enquête d'histoire des sciences sociales portant sur l'œuvre de Durkheim et le statut de la morale, et sa pensée de l'école et de sa place dans la formation morale et dans la démocratie. La confrontation et la fécondation mutuelle entre sociologie et philosophie est un point fort du CEMS. Elles se trouvent au cœur du projet de Johann Michel qui vise, dans ses travaux comme dans le cadre d'un colloque à venir, à montrer la pertinence de l'herméneutique et de l'épistémologie de Ricœur pour les sciences sociales et politiques. D'autres recherches s'inscrivent dans cette perspective : celle de M.-A. Vallée sur la question de l'être chez Ricœur essentiellement entendu comme relation ; celle d'A. Borisenkova sur « l'événement critique » ; celle de D. Le Duc Tiaha, sur l'apport de la phénoménologie herméneutique aux sciences sociales. Dans un même souci de confrontation, Albert Ogien coordonnera un projet européen qui se déroulera sur trois ans (avec des équipes de sociologues et de philosophes allemands et italiens, dans le cadre des ateliers de la Villa Vigoni – FMSH) et sera consacré à la question de l'importance du pragmatisme pour les sciences sociales. Ce projet sera poursuivi au sein du CEMS grâce à l'accueil, durant les deux prochaines années, de Roberto Frega (sur une bourse Marie Curie) spécialiste du Pragmatisme et co-éditeur du *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*. Enfin le numérique ne sera pas absent de cette réflexion des sciences sociales sur elles-mêmes, notamment à travers les recherches

engagées par Valérie Beaudoin sur le rôle des technologies de l'information comme outils pour les sciences sociales *(Digital Humanities)*.